COMPOSITION HISTOIRE

**Idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours.**

Socialisme et mouvement ouvrier. Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875.

L’Allemagne contemporaine est le géant économique de l’Europe ; elle étonne par sa croissance parce qu’elle semble avoir su concilier rigueur budgétaire, croissance forte et stabilité sociale. Si les Allemands disent qu’on est « heureux comme Dieu en France », les Français pensent qu’on est heureux comme des salariés en Allemagne. Comment s’est constituée cette apparente convergence de croissance et de revendications sociales ?

Pionnière de l’État – providence au XIXe siècle, l’Allemagne (Unifiée en 1870 par la proclamation du IIe Reich) a été aussi la patrie du « socialisme scientifique » porté par Karl MARX et Friedrich ENGELS dès 1848 (*Manifeste du Parti Communiste*, 1848, Londres), qui se propose de résoudre la question sociale en portant la classe ouvrière au pouvoir où elle exercerait alors la « dictature du prolétariat ». La question sociale allemande, rendue plus aiguë encore par l’existence d’une classe ouvrière massive dans cet État essentiellement industriel et urbain, a été ballotée entre le socialisme réformiste et le socialisme révolutionnaire, et la situation sociale actuelle semble le résultat d’un compromis historique lentement ébauché.

Comment le socialisme en Allemagne s’est constitué en force syndicale et politique pour incarner une classe ouvrière ralliée à la démocratie libérale et à l’économie capitaliste ?

De 1875 à 1914 le mouvement ouvrier s’incarne dans des formations syndicales et politiques inspirées du socialisme, aux fractures internes fortes mais discrètes et à la mentalité de combat. Mais de 1914 à 1945, le mouvement ouvrier est fracturé par les dissensions idéologiques qui affectent la gauche européenne : le communisme se scinde entre trotskistes et staliniens, les communistes s’opposent aux socialistes tentés précocement par la participation aux gouvernements. Après 1945, la fracture est territoriale : théoriquement au pouvoir en République Démocratique Allemande (RDA), les ouvriers le payent d’un déni de démocratie, tandis qu’en RFA le pouvoir se paye de l’abandon idéologique du marxisme originel.

**\* \* \***

De 1875, et le « programme de Gotha », à 1914, date du déclenchement de la Première Guerre mondiale (1914-1919), le socialisme allemand s’est lentement affirmé pour devenir la première force politique et syndicale du pays. Mais il l’a fait au prix d’un étouffoir posé sur les questions doctrinales.

L’industrialisation de l’Europe, entamée dans quelques régions britanniques à la fin du XVIIIe siècle dans l’industrie textile, se propage véritablement à partir du milieu du XIXe siècle (POMERANZ, 2000) et entraîne l’essor d’industries industrialisantes comme les chemins de fer puis l’automobile (DAIMLER-BENZ, Ferdinand PORSHE à Stuttgart). Une classe ouvrière très pauvre voire misérable issue largement du monde rural peuple des villes et surtout leurs banlieues en forte croissance. En Allemagne, alors que la population est passée de 40 à 70 millions entre 1870 et 1913, la population ouvrière a doublé et la classe ouvrière dans son ensemble représente 40% de la population (1912). Cette imposante classe ouvrière qui n’a d’égale qu’en Grande Bretagne est doublement concentrée : concentrée dans les sites métallurgiques et sidérurgiques géants des *Konzern*, comme ceux d’Alfred KRUPP à Essen dans la Ruhr, mais aussi concentrée dans les villes (Berlin est le deuxième centre industriel allemand de la « Belle époque »). En 1910, 60% de la population allemande est urbaine, dans une Europe encore largement rurale (La France ne sera véritablement urbaine qu’entre les années 1930 et 1950). Le mouvement socialiste se propose de résoudre cette question sociale par une plus juste redistribution des richesses. L’idéologie socialiste est ancienne : ROUSSEAU dans l’*Émile, où De l’éducation.* (1762) ne proclamait-il pas « […] Le riche n’a pas l’estomac plus grand que le pauvre ! […] ». Dans *De l’origine et des fondements de l’inégalité parmi les hommes* il proposait déjà de s’attaquer à la question de la propriété privée. Mais c’est depuis la parution du *Manifeste du Parti Communiste* (Londres, 1848) que le corps doctrinal socialiste commence à se fixer. Si les objectifs font consensus, « […] constitution du prolétariat en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique […] » (MARX, 1848), les modalités font débat : à côté d’une branche réformiste, favorable à la participation de partis politiques à la démocratie bourgeoise, il existe un branche qui refuse toute forme d’alliance avec le système bourgeois et espère la prise du pouvoir par la révolution. Pourtant l’échec de la « Commune de Paris » (« Semaine sanglante », 1871), sévèrement condamnée par Karl MARX, donne une audience nouvelle au mouvement réformiste. En Allemagne elle est incarnée par Eduard BERNSTEIN qui publie (Berlin, 1899) *Les prémisses du socialisme et les tâches de la social-démocratie*.

Le monde ouvrier allemand s’est organisé avant même l’unité allemande (1870). Les réformistes sont regroupés au sein de l’Association Générale des Travailleurs Allemands (1863) de Ferdinand LASSALLE, qui compte 17 000 adhérents. Les révolutionnaires fondent en 1869 le Parti Social-Démocrate des Travailleurs (10 000 adhérents) emmenés par Wilhelm LIEBKNECHT. La fracture idéologique au sein du mouvement socialiste européen tient aussi aux ambigüités de la doctrine marxiste en cours d’élaboration (Parution du 1er tome du *Capital*, 1867) : si le marxisme veut « […] La conquête du pouvoir politique par le prolétariat […] » et « […] L’abolition de la propriété privée […] » (MARX, 1848) on lit aussi (*Manifeste du Parti communiste*, 1848) « […] Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie […] » (ce qui va dans le sens d’un courant réformiste) et « […] Les communistes proclament que leurs buts ne peuvent être atteints que par le renversement violent de l’ordre social passé […] » (Ce qui, cette fois, donne de la consistance aux thèses révolutionnaires). Le Congrès de Gotha (1875) permet de réunir sous un programme commun les deux tendances : le programme propose « la transformation des instruments de travail en patrimoine commun » et de « fonder […] par tous les moyens légaux […] la société socialiste […] d’éliminer toute inégalité sociale et politique […] ». Le fonds du programme est nettement marxiste, les modalités qu’il propose sont réformistes. MARX dénonce une trahison stérile de l’idéal révolutionnaire (*Critique du programme de Gotha*, Londres, 1875). Mais ce premier *aggiornamento* n’est pas suffisant pour le pouvoir en place. Guillaume Ier de Hohenzollern, Empereur d’Allemagne depuis 1870, est victime de deux tentatives d’assassinats en 1878 : son chancelier, Otto von BISMARCK, en profite pour faire voter des lois anti socialistes (1878-1890). Mais il espère amadouer la classe ouvrière en faisant voter par le *Reichstag* une série de lois sociales (1883-1890) portant sur les assurances sociales (Maladies, décès, invalidité, vieillesse) faisant de l’Allemagne, pourtant politiquement réactionnaire, un des États européens les plus socialement avancés.

 La stratégie bismarckienne, si elle favorise un tant soit peu les ouvriers et leurs familles, ne réussit pas à détourner le monde ouvrier des mouvements politiques et syndicaux socialistes. Les militants des syndicats liés à la social-démocratie quadruplent entre 1869 et 1890 passant de 50 000 à 200 000 militants. Le vote social-démocrate est lui en constante augmentation : les députés sociaux-démocrates qui étaient 15 en 1881 sont 35 en 1890. Guillaume II, petit-fils de Guillaume Ier, se sépare de BISMARCK en 1890 et autorise l’expression politique social-démocrate. Au Congrès d’Erfurt (1891) le Parti Social-démocrate d’Allemagne (SPD) est créé sous la houlette bienveillante d’August BEBEL sur un programme marxiste de Karl KAUTSKY. Le parti s’appuie aussi sur l’unification des syndicats marxistes au sein de la Confédération Générale des Syndicats Allemands (ADGB) dirigée par Karl LIGIEN (1892). Même si des formes alternatives de représentations ouvrières existent comme les syndicats chrétiens liés au ZENTRUM catholique (350 000 adhérents en 1914), l’ADGB truste le syndicalisme ouvrier : avec 2,5 millions d’adhérents en 1914 elle peut mettre en grève près d’un demi-million de travailleurs (1905 et 1912), essentiellement des mineurs. La social-démocratie allemande profite des cotisations de ses militants syndicaux et politiques pour organiser une contre-société dynamique : associations d’entraide, coopératives, clubs de sport, théâtre et journaux participent à structurer les ouvriers en une classe ouvrière cohérente et disciplinée, prête à prendre légalement le pouvoir. Les revendications portent sur l’établissement du suffrage universel, la journée de travail de huit heures et la paix par l’abandon des objectifs diplomatiques impérialistes. Le thème de « Guerre des riches / combat des pauvres » est alors très populaire.

 La première génération des sociaux-démocrates allemands a donné à la classe ouvrière une structure solide et une visibilité syndicale et politique importante. Le discours socio-démocrate dépasse le monde ouvrier et atteint la classe des petits artisans et employés de bureau. Mais la question de la voie réformiste ou révolutionnaire vers la société socialiste n’a pas été tranchée. La Première Guerre mondiale (1914) divise définitivement la famille socialiste.

**\* \* \***

 Deux événements majeurs détruisent la cohésion de la famille social-démocrate en Allemagne comme partout dans le monde : la Première Guerre mondiale (1914-1919) et la Révolution bolchevique d’octobre 1917 en Russie. Dès lors, les socialistes allemands entrent dans une guerre politique fratricide qui favorise l’installation au pouvoir des Nazis (1933-1945) et entraîne leur propre disparition politique.

 La Première Guerre mondiale (1914-1919, Traité de Versailles) fait voler en éclat l’union politique social-démocrate en Allemagne. Le SPD au *Reichstag* avait enfanté des intellectuels brillants mais modérés : Friedrich EBERT ou Gustav NOSKE par exemple. Ils étaient emmenés par Eduard BERNSTEIN qui incarnait l’aile ultra-modérée du SPD. Eduard BERNSTEIN déclarait « […] la social-démocratie devrait trouver le courage de se libérer d’une phraséologie dépassée […] » (*Les prémisses du socialisme et la tâche de la social-démocratie*, 1899) ciblant la rhétorique marxiste de grève générale et de révolution prolétarienne. Plus grave pour les socialistes marxistes qui prônaient l’internationalisme, BERNSTEIN déclarait « […] [l’] ouvrier a une patrie […] » (*Idem*). Pour les représentants de l’aile marxiste révolutionnaire (Rosa LUXEMBOURG, Karl LIEBKNECHT), une guerre industrielle serait faite par les ouvriers et profiteraient aux patrons marchands de canons et de fournitures pour l’armée. Ce qui tuerait les ouvriers enrichiraient les patrons. Jean JAURÈS, un des fondateurs de la Section Française de l’Internationale Ouvrière (SFIO) était sur la même ligne de refus de guerre entre ouvriers. Les marxistes restaient fidèles à la devise de la IIe Internationale (1889) : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Or la direction du SPD assurée par Hugo HAASE forme une « union sacrée » (Août 1914) avec les autres partis politiques du *Reichstag*, vote les crédits de guerre et appelle à la mobilisation de masse pour « la défense du pays » et la défaite du « despotisme russe ». C’est une « trahison » des idéaux socialistes écrit Rosa LUXEMBOURG (*Lettres de Spartakus*, 1916). Les dissensions qui étaient restées discrètes avant guerre éclatent alors au grand jour et le mouvement spartakiste (du nom de l’esclave révolté romain Spartacus) se constitue. En 1917 les socialistes russes prennent le pouvoir par la force (Révolution de février, Saint-Pétersbourg) réhabilitant ainsi la voie révolutionnaire. Restés en guerre aux côtés des Alliés ils sont chassés du pouvoir par un coup d’État militaire initié par les *bolcheviks* de LÉNINE, TROTSKI et STALINE. Dès lors les sociaux-démocrates allemands révolutionnaires forment l’USPD, branche révolutionnaire du SPD. Lors de la révolution de novembre 1918 (Mutinerie de Kiel) qui chasse Guillaume II, deux pouvoirs proclament la république : Le SPD depuis le *Reichstag* et l’USPD depuis l’Hôtel de ville de Berlin.

 La République est donc proclamée. Mais de quelle république s’agit-il ? L’USPD se dote d’un programme communiste inspiré des expériences russes. Rosa LUXEMBOURG le commente dans *Die Rote Fahne* (*Le Drapeau Rouge*, 1918) : création d’une république des conseils, égalité des sexes, collectivisation, nationalisation des entreprises et « liquidation des organes de domination de l’hégémonie bourgeoise ». C’est le modèle et c’est la rhétorique soviétiques. Le IIe Reich s’est littéralement évaporé : la classe monarchiste s’est enfuie et l’armée, vaincue et agitée de quelques mutineries ne souhaitent pas reprendre le pouvoir dans l’immédiat. Ce sont les leaders sociaux-démocrates qui reçoivent la lourde charge de sauver l’Allemagne du désastre. Le Congrès de la Paix (Versailles, 1919) impose des conditions militaires et économiques dures (Réparations exorbitantes, occupation d’une partie de potentiel industriel, armée réduite à l’état de squelette…). Philipp SCHEIDEMANN, chancelier pendant l’année 1919 refuse d’endosser cette responsabilité lui qui proclamait « Rien ne doit survenir qui conduise au déshonneur du mouvement ouvrier » (Proclamation de la République, 1919). Friedrich EBERT, premier président de la République allemande (1919-1925) sise à Weimar (Thuringe), signe ce traité humiliant. Désormais le gouvernement socialiste doit se garder à sa droite des milices nationalistes et monarchistes inspirées par le général LUDENDORFF et à sa gauche des Spartakistes de Karl LIEBKNECHT et Rosa LUXEMBOURG réunis dans le Parti Communiste Allemand (KPD). L’insurrection spartakiste de 1919 entraîne la destruction des communistes : LIEBKNECHT et LUXEMBOURG sont assassinés (1919) par l’armée commandée par le SPD. Dans un contexte très tendu (Hyperinflation des années vingt, crise de 1929, occupation de la Ruhr par la France…) la République de Weimar assure de solides conquêtes sociales : journée de huit heures, obligation des conventions collectives, émancipation des femmes, généralisation de l’assurance chômage. Mais la « Semaine sanglante de Berlin » a définitivement fracturé les communistes et les socialistes, devenus des frères ennemis du mouvement ouvrier.

 La crise de 1929 qui frappe durement l’Allemagne (50% de chômeurs en 1932), fortement dépendante des capitaux américains, sabote les efforts de la social-démocratie, mais moins qu’on a bien voulu le dire. Jusqu’en 1930 le SPD est le premier parti d’Allemagne, oscillant entre 38% (1919) et 20% (1932) des voix et avec 1 million d’adhérents il devance le NSDAP (850 000 adhérents en 1932). Le SPD est d’abord talonné par le KPD (17% des voix en 1932). Le Parti National Socialiste des Travailleurs Allemands (NSDAP) d’Adolf HITLER ne devient le 1er parti d’Allemagne qu’en 1932 avec 40% des voix, avant d’entamer une légère décrue (30% des voix à la présidentielle de 1932). Mais le NSDAP compte 28% d’adhérents ouvriers et son programme est nettement connoté socialiste : l’article 11 demande « […] La suppression du revenu des oisifs et de ceux qui ont la vie facile, la suppression de l’esclavage de l’intérêt […] » (Munich, 1920). Les articles 12 (Confiscation des bénéfices de guerre), 13 (Nationalisation des *konzerns*) et 15 (Augmentation des pensions) et 21 (politique de santé publique et interdiction du travail des enfants) sont inspirés socialistes. La milice originelle du parti, la SA, (Les « Sections d’Assaut » ou « chemises brunes ») dirigées par Ernst RÖHM sont ancrées à la gauche anticapitaliste. Le NSDAP s’implante comme le SPD l’a fait en son temps : journaux, soupe populaire, affichage, meetings, manifestations… Mais sa milice utilise aussi la terreur des rues et les militants du SPD et du KPD sont pourchassés, voire assassinés. C’est la division interne à la famille socialiste qui condamne Weimar : le KPD est affilié à Moscou depuis les nouvelles règles centralisatrices de la IIIe Internationale (*Kominterm*, 1921). Le KPD reçoit l’ordre de STALINE de combattre aussi bien le SPD que le NSDAP. La trahison vient aussi de la droite : le patronat allemand alléché par les promesses de commandes militaires massives et soucieux de voir disparaître les syndicats socialistes finance HITLER. Nommé Chancelier (30 janvier 1933) par le président-maréchal von HINDENBOURG, HITLER profite du décès du vieux soldat pour devenir dictateur. Les communistes sont les premiers persécutés et déportés dans les camps de concentration ouverts pour eux (Dachau en Bavière, Oranienburg en Prusse) : on compte 30 000 détenus en 1933, et le double en 1938. Le régime totalitaire nazi interdit ensuite le SPD (1933). Les syndicats nazis encadrent les ouvriers (*Die Deutsche Arbeitsfront*) et leurs loisirs (« La force par la joie », KdF).

 Le régime nazi a été un marché de dupe pour les ouvriers : ceux qui n’ont pas été enrôlés sont astreints à des journées interminables de travail pour un niveau de vie inchangé. La défaite et la ruine de l’Allemagne parachèvent l’échec nazi.

**\* \* \***

 Le second XXe siècle est marqué par la « Guerre froide » (1947-1991) : la nation allemande est divisée en deux territoires, l’un dans l’orbite soviétique devient un État communiste, l’autre dans la zone d’influence américaine qui devient une démocratie libérale. Le socialisme allemand va donc devoir survivre à la scission territoriale mais aussi, après 1991, à l’unification dans un contexte de ruine de l’idéologie communiste et de disqualification du socialisme par la mondialisation.

 Le parti communiste KPD revient en Allemagne dans les fourgons de l’Armée Rouge (1945). Si la plupart des dirigeants historiques comme Ernst THÄLMANN sont morts dans les camps (Buchenwald, 1944) certains ont survécu comme Erick HONECKER (Chef de l’État de 1971 à 1989), d’autres s’étaient exilés comme Walter ULBRICHT. STALINE ordonne (1946) la fusion entre le SPD et le KPD qui forment le SED, dirigé successivement par ULBRICHT puis HONECKER. Le projet de transformation socialiste est mis en œuvre immédiatement : collectivisation des terres, nationalisation des entreprises (1945-1947), plans quinquennaux (le 1er en 1951). Le régime est totalitaire sur le modèle stalinien : le SED contrôle la population organisée en 310 000 brigades de travail (Soit 65% de la population), le syndicat unique (FDGB) accepte l’interdiction de la grève (1961), la police politique (*Stasi*) et la police du peuple (*VöPo*) surveillent toute manifestation hostile. Le République Démocratique Allemande (RDA, 1949) créée à la suite de la crise dite du « blocus de Berlin-Ouest » (1948-1949) adhère aux organisations prosoviétiques quelles soient politiques (*Kominform*), économique (Conseil d’Assistance Économique Mutuelle, CAEM) ou militaire (Pacte de Varsovie, 1955). Poste avancé du bloc soviétique en Europe et en 1ère ligne des grandes crises (Blocus de Berlin, 1948-1949, Mur de Berlin, 1961) la RDA est la vitrine du socialisme prôné par l’URSS. Mais l’Armée Rouge y stationne en permanence 1 million d’hommes car le régime est contesté : en 1953 les manifestations ouvrières entraînent l’intervention soviétique pour sauver le régime. Le « Mur de Berlin » érigé (1961) sur ordre de Nikita KHROUCHTCHEV montre la faillite du régime communiste en RDA. La promesse de Mikhaïl GORBATCHEV de ne pas intervenir en cas de mouvement populaire (*Perestroïka*, 1985-1991) incite les Allemands à passer en masse en République Fédérale d’Allemagne (RFA) *via* la Hongrie puis l’Autriche ou *via* les consulats allemands de Pologne et de Tchécoslovaquie (Été 1989). En octobre 1989 la population de Leipzig (Thuringe) manifeste son opposition au régime sans rencontrer de réponse du régime. En novembre les Berlinois de RDA détruisent le mur qui les sépare de Berlin-Ouest : le régime communiste s’effondre en quelques heures, déclenchant une vague de « révolution de velours » dans toute l’Europe de l’Est. En 1990 les deux Allemagnes sont unifiées.

 Dans la zone américaine, à l’Ouest de la ligne Oder-Neisse, le SPD se reforme rapidement sous l’impulsion de Kurt SCHUMACHER, réchappé du camp de concentration de Dachau. Lorsque les Alliés créent la République Fédérale d’Allemagne (RFA, 1949), les premières élections portent au pouvoir des formations du centre-droit et de droite, favorables à l’économie de marché. L’Union Chrétienne Démocrate (CDU-CSU) de Konrad ADENAUER dirige la RFA jusqu’en 1969. Les socialistes allemands doivent convaincre les électeurs alors même que la démocratie chrétienne apporte de grands changements à la condition ouvrière : c’est « l’économie sociale de marché ». La cogestion (1952) des entreprises devient une des spécificités allemandes : dans les sociétés non-familiales, le conseil de surveillance nomme le directoire de l’entreprise, valide seul les décisions stratégiques et définit les modalités d’éventuelles restructurations. Les syndicats, par l’intermédiaire des représentants des salariés, détiennent le tiers des sièges des conseils de surveillance pour les entreprises de moins de 2 000 employés, la moitié au-delà (soit 746 entreprises en 2010). Les syndicats, comme la puissante Confédération des Syndicats Allemands (DGB, 80% des syndiqués allemands) proche du SPD, en revanche, abdiquent le droit à la grève discrétionnaire : chez IG Metall, le syndicat des ouvriers métallurgistes (40% des adhérents du DGB soit 3 millions d’adhérents), la grève ne peut être décidée que si 75% des militants ont voté pour, *via* un processus officiel de vote par lettre en Recommandé avec Accusé de Réception (AR). Les revendications ouvrières n’en sont pas moins vives (Grève de l’IG Metall à Dortmund, 1978) mais elles portent plus sur des questions politiques (Partage du temps de travail comme les 35 heures) que sur des revendications salariales qui sont, elles, négociées branche par branche par les conventions collectives rendues obligatoires. Une partie de la jeunesse allemande, minoritaire, combat le pouvoir en place et souhaite une transformation radicale de la société : le plus célèbre des mouvements terroristes marxistes est la Fraction Armée Rouge (*Rote Fraktion Armee*, RFA) rapidement dirigée par Andreas BAADER et Ulrike MEINHOF (1970-1974). Mais le discours marxiste du SPD fait figure d’anachronisme pour une majorité de la population allemande : Willy BRANDT, député de Berlin (1950-1957) au *Bundestag*, puis maire de Berlin (1957-1966) impose au SPD l’abandon de la doctrine marxiste (Congrès de Bad-Godesberg, 1959). Le SPD accède au pouvoir (1969-1982) et donne des chanceliers brillants à la RFA : Willy BRANDT (1969-1974) initie le rapprochement avec les pays de l’Est (*Ostpolitik*) et permet (1972) à la RFA et la RDA d’entrer à l’Organisation des Nations Unies (ONU). Puis Helmut SCHMIDT (1974-1982) à qui revient la lourde tâche de préserver les acquis sociaux allemands malgré la crise consécutive aux « Chocs pétroliers » (1973-1974 et 1979) et la période de déflation (1974-1995).

 Dans les années quatre-vingt le SPD entre en crise. Dans un pays de cogestion ses orientations politiques l’ont amené à privilégier les thèmes sociétaux (droits des femmes, droits des minorités, environnement, aides aux plus démunis…). Par ailleurs les ouvriers allemands restent les plus mal payés des pays d’Europe de l’Ouest : la compression des salaires à sauvé l’emploi mais au prix d’une forte précarisation. Les femmes peinent à trouver un travail après leur première maternité car les aides à la petite enfance sont rares : on reste sur un modèle patriarcal *Kinder*-*Küchen*-*Kirche* (Enfance, cuisine, église). La réunification se fait sous l’égide de la CDU-CSU d’Helmut KÖHL : si elle se fait dans la joie le prix à payer à l’Est (Fermeture d’usines, diminution des droits sociaux communistes, chômage de masse, désindustrialisation rapide) comme à l’Ouest (Finances publiques sollicitées en dépit des aides de l’Union Européenne, UE) est fort. Gerhard SCHRÖDER sait profiter de ces déconvenues et devient chancelier (1998-2005) : mais sa politique est fort peu marquée à gauche. Comme tous les sociaux-démocrates d’Europe il accentue la libéralisation du marché du travail (Baisse des pensions, baisse des dépenses sociales). L’éthique socialiste a disparu : la social-démocratie est devenue une libérale démocratie bien peu discernable des partis de centre droit. La base électorale classique du SPD a d’ailleurs évolué avec le vieillissement de la population (10% de ses électeurs sont des retraités) et de la désindustrialisation (40% des électeurs sont du tertiaire contre 20% en 1960 alors que les ouvriers ne représentent plus que 25% de son électorat contre 60% en 1960). Le SPD est doublé sur sa gauche par *DIE LINKE* (« La Gauche », 2007) d’Oskar LAFONTAINE : *DIE LINKE* est constitué d’anciens du SPD et du PDS (Ex-SED) et promeut un discours antilibéral qui recueille moins de 5% des suffrages mais répond aux inquiétudes des Allemands des *Länder* de l’Est (10% des suffrages). Le SPD tente de se repositionner à gauche (Programme de Hambourg, 2007) avec le slogan de « l’État social prévoyant ». Depuis 2014, Angela MERKEL (CSU-CDU) gouverne en coalition avec le SPD et a instauré un salaire minimum national en Allemagne, répondant en partie aux attentes sociales de la partie la plus modeste des Allemands. Mais dans un contexte de crise financière mondiale (2008) et de crise des dettes souveraines (2009, en Grèce, Portugal, Espagne, Irlande, Islande) les Allemands, dont les banques sont très engagées dans les créances douteuses des États méditerranéens, sont plus sensibles aux rhétoriques de rigueur budgétaire de la CSU-CDU qu’aux promesses d’extension des droits sociaux de *DIE LINKE* ou du SPD.

**\* \* \***

 Le mouvement ouvrier allemand s’est, dès le milieu du XIXe siècle, constitué en formations politiques, certes traversées par des tensions entre réformistes et révolutionnaires mais aptes au gouvernement qu’elles exercent dans l’Entre-deux-guerres (1919-1939). Ces formations politiques s’appuient encore aujourd’hui sur un des syndicalismes les plus puissants (30% de syndiqués) de l’Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Si l’échec moral de la RDA semble avoir condamné le marxisme dans l’immédiat, la présence régulière des sociaux-démocrates au pouvoir, seuls ou en coalitions, montre que la social-démocratie allemande est capable d’incarner un équilibre entre cogestion et revendications. Il n’en reste pas moins vrai que les salariés allemands ont sauvé leurs emplois au prix d’une précarisation croissante, qui montre les limites d’un système non seulement réformiste mais aussi très consensuel, voire complaisant avec le patronat. Les défis sociétaux allemands (Intégration des immigrés, transition énergétique, protection sociale des retraités et des ménages monoparentaux, intégration des *Länder* de l’Est) restent considérables pour le système politique allemand contesté à l’extrême-gauche comme à l’extrême-droite.

SOURCES :

**ADOUMIÉ** (Vincent) et **ZACHARY** (pascal), sous la direction de, avec **ANCEL-GÉRY** (Géraldine), **BARDOT** (Christian), **BARICHNIKOFF** (Catherine), **BÉNÉZECH** (Fabien), **CONORD** (Fabien), IARDELLA-BLANC (Emmanuelle), **JOUSSELIN-MISERY** (Pascale), **LIMANE** (Sahondra), **MOUREY** (Emmanuel), **PAQUIN** (Étienne), **PENNERATH** (Jean-Yves), **SELLIN** (Corentin), **VIGNAL** (Alain), et **YENDT** (David), *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire Terminales L et ES*., 2012, Paris, aux éditions Hachette, collection « Hachette éducation », en collaboration avec l’ISTRA, 399 pages, ISBN 978-2-01-135565-2. Et plus particulièrement le thème II « Idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours. », chapitre 3 « Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875. » des pages 88 à 123.

**BOUREL** (Guillaume) et **CHEVALLIER** (Marielle), sous la direction de, avec **BURESI** (Pascal), **DESCAMPS** (Anne), **DUFRESNOY** (Ivan), **HAILLANT** (Marie-Reine), **HUBAC** (Jean), **LEMAIRE** (Sandrine), **NÉRARD** (François-Xavier), **PAULÈS** (Xavier), **SAULE** (Sandrine), **VINCENT** (Marie-Bénédicte), *Regards historiques sur le monde actuel. Histoire Terminales L et ES*., 2012, Paris, aux éditions Hatier, 407 pages, ISBN 978-2-218-96114-4. Et plus particulièrement le chapitre 3 « Socialisme et mouvement ouvrier en Allemagne depuis 1875. » des pages 80 à 113.

**BOUREL** (Guillaume) et **CHEVALLIER** (Marielle), sous la direction de, avec **BOUCHERET** (Marianne), **DESCAMPS** (Anne), **DUFRESNOY** (Ivan), **FERRER-BARTOMEU** (Jérémie), **HUBAC** (Jean), **JÉGOU** (Bruno) et **LÉON** (Baptiste), *Questions pour comprendre le XXe siècle. Histoire. Première.*, 2011, Paris, aux éditions Hatier, 359 pages, ISBN 978-2-218-95359-0. Et plus particulièrement les pages 176 et suivantes consacrées au thème III « Le siècle des totalitarismes », pour la question5 « Genèse et affirmation des régimes totalitaires ».

**LAMBIN** (Jean-Michel), sous la direction de, avec **DOCHEZ** (Julien), **GRANDIN-LE TULZO** (Chrystelle**), LEFEBVRE** (Anne-Claire), **REPAIRE** (Sébastien), **SADOWSKI-PUEL** (Hélène), **SPISSER** (Marcel), **STEEGMANN** (Robert), **VILETTE** (Jean-Luc), et **ZIEMNAK** (José), *Questions pour comprendre le XXe siècle. Histoire. Premières L-ES-S*., 2011, Paris, aux éditions Hachette Éducation, 368 pages, A3 1108 / 80 1445 8. Et plus particulièrement les pages 170 et suivantes, consacrées au Thème III « Le siècle des totalitarismes. » question 7 « Genèse et affirmation des régimes totalitaires. »

**POMERANZ** (Kenneth), *Une grande divergence. La Chine, l’Europe et la construction de l’économie mondiale.* , 2000, Los Angeles (États-Unis), édition française traduite de l’Anglais (États-Unis) par Nora WANG avec la collaboration de Mathieu ARNOUX, aux éditions Albin Michel (2010), collection « Bibliothèque de l’évolution de l’humanité » dirigée par Mathieu ARNOUX, en partenariat avec les Éditions de la Maison des Sciences de l’Homme, 550 pages hors appareil critique, ISBN 978-2-7351-1306-4.

*Bulletin Officiel de la République française* (BORF), *Bulletin Officiel de l’Éducation Nationale* (BOEN), Bulletin officiel spécial n°8 du 13 octobre 2011, Programme officiel des classes de Terminales générales, série Littéraire et série Sciences Économique et Sociale (Entre 57 et 62 heures), Thème 2 « Idéologies, opinions et croyances en Europe et aux États-Unis de la fin du XIXe siècle à nos jours. » (Entre 15 et 17 heures), Question 3 « Socialisme et mouvement ouvrier. », mise en œuvre « Socialisme, communisme et syndicalisme en Allemagne depuis 1875. ».